

# À PROPOS DE CONSENSUS: GUY GEORGES NOUS ÉCRIT...

Suite à la publication de l'article «*Entre le congrès du S.N.I. et le colloque du C.N.A.L.*» dans «*L'Anarcho-Syndicaliste*» d'octobre et notamment du passage suivant:

Dans «*L'Ecole Libératrice*» du 21 septembre le Secrétaire Général du S.N.I. revient sur l'une des préoccupations du congrès de Chambéry: «*NE DEVONS-NOUS PAS REBATIR UNE MORALE LAIQUE?*»,

et il écrit sans doute à l'intention de Giscard d'Estaing: «*On nous dit: il n'y a pas d'éducation sans morale. Nous en sommes tout autant persuadés. Mais le «consensus» ne peut exister que si les mots ont bien pour chacun le même sens.* Un passionnant dialogue en perspective entre bonnes âmes en quête de consensus».

Nous avons reçu cette lettre de la part de Guy Georges:

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS  
209, Bd Saint-Germain  
75007 Paris - Tél. 544-38-42

le 10-11-79, à Serge MAHE,

Guy GEORGES, Secrétaire général,

*Cher camarade,*

*J'ai vu dans le n°33 d'octobre 79 de «L'Anarcho-Syndicaliste» l'intérêt soulevé par le Congrès du S.N.I. à Chambéry. Je m'en réjouis. Y est abordé d'une façon bien rapide - je le comprends - mais dont la brièveté rend l'information tendancieuse - ce que je n'ose supposer! - un aspect essentiel de notre responsabilité.*

*Comme le journal cite un passage dont l'isolement conduit à n'importe quelle interprétation, je te prie de bien vouloir citer en entier le passage suivant, qui exprime plus justement la pensée du Secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C.*

*Je ne doute pas que le souci d'honnêteté de «L'Anarcho-Syndicaliste» me rendra cette justice sans problème. Avec mes sentiments les meilleurs,*

Guy GEORGES.

La citation de notre article était extraite de l'édito de «*L'Ecole Libératrice*» du 21 septembre et non de l'intervention de Guy Georges au Congrès de Chambéry. Mais c'est avec plaisir que nous reproduisons ce texte joint à la lettre du Secrétaire Général du S.N.I.: (*Extrait du compte-rendu de Congrès*)

*«Je vous appelle à vous opposer à l'installation d'un autoritarisme d'un autre âge. Je vous appelle à vous opposer à la création de mentalités de «petits chefs».*

*Je vous appelle à faire front à l'arbitraire, à l'atteinte brutale ou insidieuse aux libertés chèrement conquises par les instituteurs, qu'ils soient adjoints, directeurs ou P.E.G.C.*

*Le consensus suggéré par le ministre lundi dernier est fondé sur une équivoque: celle des mots: volonté de se dépasser, émulation, respect de l'autre... et j'en passe.*

*Quelle est la valeur de ces termes dans une société qui a produit des lois Guermeur dont les principes philosophiques contredisent l'idée généreuse qu'ils peuvent recouvrir.*

*Quelle est la valeur de ces termes dans une société où chaque exemple, chaque situation sont autant d'agressions aux valeurs qu'ils véhiculent, sont autant d'incitations à la débrouillardise, à l'égoïsme ou au renoncement, à la révolte?*

*Emulation ou apprentissage du commandement?*

*Respect de l'autre ou crainte de l'autre?*

Quelle est la valeur de ces termes projetés dans notre système où l'on veut imposer dans tous les rouages un subtil mélange de mentalités de «petits chefs», où toute relation s'étaie sur des notions d'obéissance, de discipline et de sanction?

Le consensus ne se fondera jamais sur je ne sais quelle résurgence de l'ordre moral, où l'autoritarisme est la caricature de l'autorité.

Un consensus ne s'établit pas par exploit d'huissier à la porte de nos écoles».

Il ressort de cette intervention de Guy Georges qu'il pose effectivement des conditions morales à la réalisation du «consensus». Ce qui est normal, un consensus étant par définition l'établissement d'un accord entre plusieurs parties. Nous n'avons jamais dit le contraire.

Nous rappellerons simplement que les concepts moraux - puisque c'est de cela qu'il s'agit - qui président aux rapports entre individus, sont déterminés par les rapports de production au sein de la société.

C'est pourquoi dans une société divisée en classes comme la nôtre la classe dirigeante cherche à imposer une Morale - pas obligatoirement confessionnelle - qui préserve ses intérêts propres.

Les matérialistes de toutes écoles, de Marx à Bakounine l'ont démontré depuis le 19ème siècle, au moment où les travailleurs, forgeant leurs organisations, s'éveillaient à la conscience de classe et combattaient les idéologues bourgeois sous le titre «leur morale et la nôtre».

Sur ce terrain, fertile en mystifications, aucun consensus n'est possible, qui ne serait le reniement de cent ans de lutte de la classe ouvrière.

Qu'on nous entende bien. Syndicalistes, nous ne sommes pas des prophètes «du tout ou rien», dès lors qu'il s'agit d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs. Nous défendons la pratique des conventions collectives, les avantages du statut de la fonction publique, les libertés démocratiques comme autant de compromis, de constats, résultant d'un rapport de forces à un moment donné, que la bourgeoisie tente sans cesse de remettre en cause et que, les organisations ouvrières doivent sans cesse essayer d'améliorer. Loin d'être un frein à la poursuite de leur émancipation ces compromis ménagent toutes les perspectives de lutte pour les travailleurs, y compris les perspectives révolutionnaires.

Le consensus idéologique qu'on nous propose est au contraire un appel à la reddition. Au nom de l'écologie, de l'économie d'énergie, de la «nécessaire austérité», de la guerre économique le consensus exigerait des travailleurs le renoncement à la défense de leurs intérêts particuliers, leur négation pure et simple, l'abandon de toute conscience de classe (avec en filigrane l'interdiction de ses manifestations par un Etat policier). Tel est l'objet de l'entreprise, aux aspects divers, qui vise à réintroduire l'idéologie à l'école.

Si la démarche de Guy Georges vise au rejet de tout consensus nous souhaiterions que ses propos soient plus clairs et plus conséquents. Mais nous doutons fort de sa capacité de résistance quand il s'interroge sur la nécessité «de rebâtir une morale laïque» alors que «L'Ecole Libératrice» du 9-11 (p.368) parle de «faux consensus» (dans l'attente implicite d'un vrai?) et ose se référer à Louis Legrand qui milite ouvertement en faveur d'une école unique pluraliste où «la communauté locale» déterminerait «les contenus, les méthodes, l'orientation morale et l'idéologie de l'enseignement» (1).

Ajoutons pour conclure que la réalisation de ces projets repose sur la «participation» et la mise en place de la gestion tripartite... revendiquée par la F.E.N. et le S.N.I. Comme disaient ces satanés Romains qui inventèrent le mot consensus: «errare humanum est, persistere diabolicum».

**Serge MAHE.**

-----

(1) «Ecole et Socialisme» (oct. 78).